

Section SAD Marseille
Syndicat du Livre (SGLCE-CGT)
Z.I La Lauzière, Avenue des Ayalades
B.P 128 13317 Marseille cedex 15
sglcecgt.marseille@gmail.com



COMMUNIQUE

Jeudi 16 juillet s'est tenu en Préfecture une nouvelle réunion, concernant la distribution de la presse dans la région. Celle-ci fait suite à la liquidation judiciaire de la SAD prononcée le 15 mai, à la demande de Presstalis, à cette occasion les masques sont tombés.

Alors que les anciens travailleurs de la SAD sont porteurs d'un projet de Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC). Ce projet se base sur le périmètre d'activité déjà existant (Marseille / Toulon / Fréjus / Avignon / CDR Sud-Est) qui est la condition indispensable à la pérennité de l'entreprise et des emplois. Cette SCIC rassemblant tous les acteurs (filière presse, collectivités, Etat) est la seule solution qui permet une distribution durable de la presse pour tous, sur tout le territoire, sans discrimination.

A l'opposé, les intentions des messageries (MLP et France Messagerie) sont tout autres, en total désaccord avec ces principes.

Leurs interventions ont dévoilé aux yeux de tous les acteurs autour de la table (Préfet, Présidente de la Métropole Marseille et du Conseil Départemental, Elu de la Région PACA, Député, Directeur de la DIRECCTE, Directeur de l'UR des SCOP...) leurs manœuvres qui n'ont d'autres objectifs que d'empêcher la réalisation du projet porté par les salariés.

- En ne respectant pas la loi qui impose la continuité de la distribution de la presse.

- En refusant d'accorder les mandats Avignon, Fréjus à la SCIC, du fait de l'opacité de l'attribution des mandats de dépositaires qui est source de conflit d'intérêt au détriment du pluralisme de la presse, de la qualité de sa distribution et des emplois.

- En imposant leur choix arbitraire sur un modèle d'organisation de la diffusion de la presse qui remet en cause le principe démocratique de la diffusion de la presse
- En voulant sacrifier les salariés en les poussant vers un modèle non viable économiquement et socialement.

Il est temps de mettre fin à ces agissements !

L'Etat a tous les éléments en main pour mettre fin à la perversité de ce système, les mesures doivent être prises. Il est impensable que le gouvernement puisse laisser à la manœuvre les MLP et France Messagerie. Au regard du désastre qu'ils ont organisé, les laisser décider seuls de l'attribution des mandats reviendrait à être complice de leurs agissements. En finançant France messagerie, l'Etat a une responsabilité et un pouvoir supplémentaire pour imposer le déblocage de la situation.

Le projet de SCIC porté par les ex-salariés de la SAD Marseille et soutenu par des collectivités, des éditeurs, des diffuseurs, des lecteurs c'est l'assurance :

- Du droit de regard permanent et démocratique des pouvoirs publics dans l'entreprise
- D'une distribution pluraliste de la presse pour tous et partout
- Du maintien de l'emploi de 84 personnes dans un contexte social difficile

C'est dans cet état d'esprit que les salariés en lutte lors de leur Assemblée Générale du jeudi 16 juillet ont décidé à l'unanimité de continuer la mobilisation sous toutes les formes, pour la pérennité de leur emploi, de la SCIC, pour une distribution de presse pour tous, partout.

Marseille, lundi 20 juillet 2020